

People of the State of New York v Exxon Mobil Corp., devant la Cour Suprême de l'Etat de New York, Affaire N ° 452044/2019

Résumé : L'affaire mettait en cause la prise en compte de l'impact du changement climatique sur la stratégie d'entreprise d'ExxonMobil (ci-après « Exxon ») ainsi que la communication mise en place par l'entreprise vis-à-vis de ses investisseurs et actionnaires. Le Procureur général alléguait que l'entreprise avait feint de prendre en compte de tels risques dans sa pratique et ses stratégies, en violation du Martin Act¹. Par la même, Exxon aurait minimisé les conséquences réelles du changement climatique sur ses profits et activités et induit en erreur les investisseurs.

L'affaire :

Dès 2013, les investisseurs et actionnaires avaient interrogé Exxon sur sa prise en compte des surcoûts dus au changement climatique et à la législation liée. Après des menaces de demandes plus formelles, Exxon a publié en 2014 des rapports rendant compte des mesures prises en interne. Les années suivantes, d'autres documents ont été publiés, allant dans le même sens.

Or, pour le Procureur général, ces pratiques se trouvaient en infraction avec le Martin Act. Pour établir une telle infraction, il convient de démontrer une « représentation erronée de faits matériels » ou une omission de faits matériels qui aurait avec une probabilité suffisante altéré l'information accessible à un investisseur raisonnable². Des actes susceptibles de violer le Martin Act seraient également en violation du paragraphe 63(12) de la Loi Exécutive réprimant la fraude ou les illégalités répétées dans la pratique d'une entreprise.

Le jugement intervient à l'issue de trois ans et demi d'enquête menée par le Procureur Général. Au cours de la procédure, Exxon a produit de nombreux documents rendant compte de ses équilibres financiers, investissements et simulations.

Le Procureur Général a invoqué quatre moyens³, couvrant des pratiques ayant eu lieu de 2013 à 2016: Exxon a établi un système frauduleux. L'objectif de ce système était de tromper le public et les investisseurs. Ce système était connu des plus hautes instances de la compagnie. Il aurait consisté en la création d'une illusion de prise en compte des risques liés au changement climatique.

¹ Martin Act : cet Acte donne à l'Attorney General de New York (équivalent du Procureur) le pouvoir d'enquêter sur toute entreprise suspectée de fraude en matière financière. p. 5 du Jugement: "The Martin Act, General Business Law §352 et seq., 'prohibits the use of any device, scheme or artifice ... deception, misrepresentation, concealment, suppression, fraud, false pretense or false promise' in connection with the 'issuance, exchange, purchase, sale, promotion, negotiation, advertisement, investment advice or distribution' of securities."

² p. 5 du Jugement.

³ p. 2 du Jugement: « *The Complaint in this action asserted four claims for relief prefaced by allegations asserting, inter alia, that ExxonMobil engaged in a "longstanding fraudulent scheme" "sanctioned at the highest levels of the company," "effectively erect[ing] a Potemkin village to create the illusion that it had fully considered the risks of climate change regulation and had factored those risks into its business operations." The Complaint further alleges that "it reality [ExxonMobil] knew that its representations were not supported by the facts and were contrary to its internal business practices" (NYSCEF Doc. No.1, Complaint '11, 8, and 9). »*

Or, ces prétendues représentations dans les rapports d'Exxon auraient été en décalages avec la réalité de la pratique réelle de l'entreprise.

La Cour évoque une série de rapports (March 2014 Report, Form 10-K, Corporate Citizenship Reports, Carbon Disclosure Project, Rapports sur les coûts liés aux émissions de carbone) Réponses, réunions et documents internes traitant d'une prise en compte des effets du changement climatique ainsi que de la législation liée. Au vu des documents à disposition, elle conclut à une absence de preuve étayant les allégations du Procureur Général. Exxon n'aurait pas induit en erreur un investisseur raisonnable, ce que les investisseurs eux-mêmes avaient confirmé. Les mentions de mesures étatiques futures en matière de lutte contre le changement climatique par Exxon n'aurait pas induit les investisseurs et actionnaires en erreur puisque la société elle-même affirmait que de nombreuses incertitudes persistaient. La société ne cherchait donc pas à les induire en erreur et un investisseur avisé pouvait aisément reconnaître que des incertitudes existaient nécessairement dans la stratégie d'Exxon.

Ces conclusions sont corroborées par l'ensemble des témoignages présentés devant la Cour y compris ceux qui avaient été apportés par le demandeur.

L'action est dès lors rejetée⁴. En revanche, la responsabilité d'Exxon pour sa contribution au changement climatique n'a pas été traitée par l'arrêt, et n'était d'ailleurs pas contestée par Exxon. L'arrêt est ainsi demeuré centré sur un contentieux financier.⁵

Source :

- http://blogs2.law.columbia.edu/climate-change-litigation/wp-content/uploads/sites/16/case-documents/2019/20191210_docket-4520442018_decision.pdf?utm_source=Climate+Case+Chart&utm_campaign=4faaf52802-EMAIL_CAMPAIGN_2020_01_09_06_52&utm_medium=email&utm_term=0_a721b41b2d-4faaf52802-252002109&mc_cid=4faaf52802&mc_eid=8e799fd160

**Fiche d'arrêt rédigé par Marie Escorneboueu
Membre de Notre Affaire à Tous**

⁴ p.54 du Jugement: "In sum, the Office of the Attorney General failed to prove, by a preponderance of the evidence, that ExxonMobil made any material misstatements or omissions about its practices and procedures that misled any reasonable investor. The Office of the Attorney General produced no testimony either from any investor who claimed to have been misled by any disclosure, even though the Office of the Attorney General had previously represented it would call such individuals as trial witnesses. [...] The testimony of all the present and former ExxonMobil employees who were called either as adverse witnesses by the Office of the Attorney General or as defense witnesses by ExxonMobil was uniformly favorable to ExxonMobil, and the Court credited the testimony of each of those witnesses."

⁵ p. 3 du Jugement: « Nothing in this opinion is intended to absolve ExxonMobil from responsibility for contributing to climate change through the emission of greenhouse gases in the production of its fossil fuel products. ExxonMobil does not dispute either that its operations produce greenhouse gases or that greenhouse gases contribute to climate change. But ExxonMobil is in the business of producing energy, and this is a securities fraud case, not a climate change case. Applying the applicable legal standards, the Court finds that the Office of the Attorney General failed to prove by a preponderance of the evidence that ExxonMobil made any material misrepresentations that "would have been viewed by a reasonable investor as having significantly altered the 'total mix' of information made available." TSC Industries, Inc. v. Northway, Inc., 426 U.S. 438 (1976). »